

ausgesprochen. Jedoch kann gemäss Art. 65 OG das Bundesgericht gleichwohl entscheiden.

Der Kläger brachte vor, er habe sich im Strafverfahren gegen den Geschäftsführer Ryser der « Ritztours » A.-G. als Privatkläger im Sinne von Art. 43 Ziff. 2 und Art. 3 der Berner StPO gestellt. Die Beklagte bestritt das. Sie sieht im Schreiben des Klägers vom 5. Mai 1948 nur eine Anmeldung als Privatkläger gemäss Art. 43 Ziff. 1 StPO. Was der Kläger heute geltend macht, ist entweder eine Schadenersatzforderung wegen Nichterfüllung bzw. nicht richtiger Erfüllung eines Vertrages oder eine Forderung aus ungerechtfertigter Bereicherung. Es ist aber nicht ersichtlich, weshalb und inwiefern es eine Zivilklage aus strafbarer Handlung wäre, wie Art. 3 StPO sie voraussetzt. Namentlich ist nirgends dargetan, dass es eine vom Strafverfahren erfasste strafbare Handlung war, die zum Abschluss des Vertrages führte, noch geht es um ein Begehren auf Erstattung einer Leistung aus einem betrügerisch zustande gekommenen und darum unverbindlichen Vertrag. Es erscheint somit im vorneherein als fragwürdig, ob der Zivilanspruch des Klägers überhaupt Gegenstand einer Adhäsionsklage bilden konnte. Aber wenn das auch zu bejahen wäre, so hätte jedenfalls der Kläger damals die Zivilklage nicht anhängig gemacht. In seiner Eingabe vom 5. Mai 1948 schrieb er nämlich unter Ziff. 5 :

« Ich melde mich am Verfahren gegen Herrn und Frau Ryser als Privatkläger und bitte Sie freundlich um Mitteilung, sobald die Untersuchung ergibt, dass mein Guthaben unterschlagen wurde, darnit ich ev. Klage einreichen kann. Im weitern mache ich meine Forderung im Sinne des Bundesgesetzes vom 22.3.88 über den Geschäftsbetrieb der Auswanderungsagenturen geltend und verlange, dass die Kautions der Eheleute Ryser bis zur vollständigen Deckung meiner Ansprüche reserviert bleibe.

Dem BIGA werde ich meine Ansprüche ebenfalls anmelden. »

Hier hat sich also der Kläger lediglich die Einreichung einer Klage aus strafbarer Handlung vorbehalten. Zur adhäsionsweisen Anhebung der Zivilklage im Strafver-

fahren genügt das nicht (vgl. WAIBLINGER, Kommentar zur StPO, S. 14 N. 3 zu Art. 3). Alsdann ist die Eingabe vom 5. Mai 1948 unter dem Gesichtspunkte von Art. 21 Abs. 1 AWG belanglos. Dass nachträglich noch eine Adhäsionsklage wirklich angebracht worden sei, behauptet der Kläger nicht.

Demnach erkennt das Bundesgericht :

Die Berufung wird abgewiesen und das Urteil des Appellationshofes des Kantons Bern vom 23. November 1949 wird bestätigt.

VI. PROZESS

PROCÉDURE

36. Arrêt de la Ire Cour civile du 20 septembre 1950 dans la cause Trevisani contre Aciéries Réunies, Aciéries Poldi.

Recours en réforme, art. 43 al. OJ. L'application du droit fédéral dans les motifs d'un jugement tranchant une question de droit cantonal donne ouverture au recours en réforme (consid. 2).

Le *for conventionnel*, le *for du séquestre* et le *conflit* des deux fors relèvent du droit cantonal (consid. 1 et 2).

L'art. 2 al. 2 de la *Convention entre la Suisse et la République tchécoslovaque sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires*, du 21 décembre 1926, ne fait pas échec aux dispositions de droit cantonal instituant le *for du séquestre* (consid. 2).

Substitution d'une personne à une autre dans la convention attributive de for : question de droit cantonal (consid. 2).

Berufung, Art. 43 OG. Gelangt in den Erwägungen eines Urteils über eine vom kantonalen Recht beherrschte Frage Bundesrecht zur Anwendung, so ist insoweit die Berufung zulässig (Erw. 2).

Fragen betreffend eine *Gerichtsstandsvereinbarung*, betreffend den *Gerichtsstand des Arrestes* und betreffend *Konflikte* zwischen diesen beiden Gerichtsständen unterstehen dem kantonalen Recht (Erw. 1 u. 2).

Art. 2 Abs. 2 des *Vertrages zwischen der Schweiz und der Tschechoslovakischen Republik über die Anerkennung und Vollstreckung gerichtlicher Entscheidungen*, vom 21. Dezember 1926, schliesst

die Anwendung der Vorschriften des kantonalen Rechts über den Gerichtsstand des Arrestes nicht aus (Erw. 2).

Wechsel der Vertragspartei bei einer Gerichtsstandsvereinbarung : Frage des kantonalen Rechts (Erw. 2).

Ricorso per riforma, art. 43 cp. 1 OG. L'applicazione del diritto federale nei motivi d'una sentenza che decide una questione di diritto cantonale rende ammissibile il ricorso per riforma (consid. 2).

Il *foro convenzionale*, il *foro del sequestro* e il *conflitto tra questi due fori* soggiacciono al diritto cantonale (consid. 1 e 2).

Art. 2, cp. 2, della *Convenzione tra la Svizzera e la Repubblica cecoslovacca circa il riconoscimento e l'esecuzione delle sentenze giudiziarie* (conclusa il 21 dicembre 1926) non esclude l'applicazione delle norme del diritto cantonale in materia di sequestro (consid. 2).

Sostituzione d'una persona ad un'altra nella convenzione costitutiva di foro : questione di diritto cantonale (consid. 2).

A. — Selon contrat des 30 septembre et 25 octobre 1946, Trevisani a été engagé par les Aciéries Poldi, à Prague, en qualité de directeur pour le Brésil. Il était chargé de se rendre dans ce pays pour prospecter le marché et y installer une représentation en vue de l'exportation et de la vente des produits des Aciéries Poldi. Sous chiffre 13, le contrat contient une clause de juridiction :

« Pour tout litige dont serait l'objet l'exécution du présent contrat, le tribunal ordinaire de Prague est seul compétent. »

Le 29 janvier 1949, les Aciéries Poldi ont informé Trevisani, alors à Genève, que, du fait de son retour du Brésil, son contrat devait être considéré comme résilié. Le 8 décembre 1949, elles lui signifièrent son congé immédiat.

En sûreté de ses prétentions pour traitement arriéré, Trevisani a fait pratiquer à Genève un séquestre sur les biens des Aciéries Poldi en dite ville (art. 271 ch. 4 LP). Après quoi, il a assigné cette société devant les Conseils de Prud'hommes de Genève en invoquant le for du séquestre prévu par l'art. 57 de la loi genevoise d'organisation judiciaire (OJG). Il concluait au paiement de 13 878 fr. 50. Par la suite, il a porté ses conclusions à 99 528 fr. 50, dont 75 000 fr. à titre d'indemnité pour

renvoi abrupt, créance pour laquelle il ne semble pas qu'un séquestre ait été imposé.

Les deux juridictions de Prud'hommes se sont déclarées incompétentes : d'abord, à cause de la clause de juridiction du contrat d'engagement, qui prévoit la compétence des tribunaux de Prague ; ensuite, parce que le for du séquestre est tenu en échec par l'art. 2 al. 2 de la Convention entre la Suisse et la République tchécoslovaque sur la reconnaissance et l'exécution de décisions judiciaires, du 21 décembre 1926, article qui statue :

« La juridiction suisse ne sera pas reconnue en Tchécoslovaquie à l'égard des réclamations personnelles contre le débiteur solvable qui avait son domicile en Tchécoslovaquie au moment de l'ouverture d'action, si ce débiteur n'a pas convenu d'un for en Suisse ou n'est pas entré en matière, sans réserve, sur le fond de l'action introduite devant le juge suisse. »

C. — Contre l'arrêt de la Chambre d'appel du 27 juin 1950, Trevisani recourt en réforme au Tribunal fédéral en concluant à ce que les Conseils de Prud'hommes de Genève soient déclarés compétents pour connaître de sa demande.

La société des Aciéries Poldi conclut au rejet du recours.

D. — Par ailleurs, le demandeur a formé un recours de droit public contre le même arrêt.

Considérant en droit :

1. — Il n'y a pas lieu d'entrer en matière en tant que le recourant reproche à la Chambre d'appel d'avoir admis la validité de la clause de juridiction. En effet, le for conventionnel n'est pas un for de droit fédéral ; il ressortit à la procédure cantonale, dont la violation ne peut pas être relevée dans un recours en réforme (art. 43 OJ). Cela est vrai également dans la mesure où le recourant prétend qu'admettre en l'espèce le caractère obligatoire de la clause attributive de for, serait incompatible avec l'ordre public suisse. Lorsqu'il s'agit d'un point régi par le droit cantonal, la réserve de l'ordre public est aussi

du domaine cantonal. Cette réserve n'est de droit fédéral qu'en ce qui concerne l'application de la législation fédérale.

2. — Le for du séquestre est aussi de droit cantonal. Toutefois, dans la mesure où la Chambre d'appel a écarté ce for pour des raisons tirées du droit fédéral (en l'espèce, d'un traité international conclu par la Confédération, art. 43 al. 1 OJ), le Tribunal fédéral doit en vérifier l'exactitude. Il est en effet de jurisprudence que l'application du droit fédéral, ne serait-ce que dans les motifs d'un jugement touchant des points de droit cantonal, comme en particulier sur des questions préjudicielles ou sur des exceptions, est sujette à la censure de la juridiction de réforme (RO 31 II 291, 48 II 355).

La Cour cantonale écarte le for du séquestre, parce qu'il serait en contradiction avec l'art. 2 al. 2 de la Convention précitée entre la Suisse et la République tchécoslovaque. Mais le recourant a raison de dire que cette convention porte exclusivement sur l'exécution des jugements et n'est en rien un traité sur la compétence judiciaire. Si elle règle la compétence, c'est uniquement comme une condition de l'exécution dans un Etat du jugement rendu dans l'autre. Dans chaque Etat, les tribunaux sont donc compétents pour connaître des litiges selon leur loi interne, et la question de savoir s'ils l'étaient aussi d'après le traité ne se posera que si le jugement dont il s'agit doit être exécuté dans l'autre Etat. Elle ne se posera pas s'il peut être exécuté ailleurs, par exemple dans l'Etat où le jugement a été rendu, sur la base d'un séquestre ; c'est le cas en l'espèce où des séquestres ont été pratiqués et où ils peuvent, le cas échéant, l'être encore.

En conséquence, dans la mesure où la compétence du juge genevois pour connaître des chefs de la demande peut être fondée sur le for du séquestre, l'arrêt attaqué qui a nié cette compétence viole le droit fédéral et doit être annulé.

La Chambre d'appel aura à décider, sans du tout tenir

compte du traité conclu avec la Tchécoslovaquie, si les conditions de l'art. 57 OJG sont réunies en ce qui concerne les prétentions de la demande pour lesquelles un séquestre a été obtenu, et si le for prévu par cette disposition n'est pas tenu en échec par la clause de juridiction. A cet égard, la question pourrait toujours se poser, à titre préjudiciel, de la validité même de cette clause, mais sous un aspect que les juridictions cantonales n'ont pas encore examiné, à savoir en considération du fait qu'elle profite désormais à l'Etat tchécoslovaque en sa qualité de propriétaire de l'entreprise nationalisée. La personne qui prend la place d'une autre dans un contrat ne peut pas prétendre nécessairement et dans tous les cas au bénéfice d'une clause de prorogation de for consentie à son prédécesseur dans des conditions déterminées, sauf confirmation expresse du cocontractant. De ce point de vue, il s'agirait de savoir en l'espèce si, d'après la volonté des parties au moment où elles sont convenues de fixer le for, cette clause devait aussi valoir en faveur d'un successeur des aciéries Poldi qui serait une entreprise de l'Etat. On conçoit en effet que, pour un particulier qui prend des engagements à l'étranger, la clause par laquelle il se soumet à la juridiction des tribunaux d'un Etat n'ait pas la même portée selon qu'elle doit s'appliquer à des litiges qu'il peut avoir avec un autre particulier ou à des litiges qu'il peut avoir avec l'Etat lui-même. En tant que juridiction de réforme, le Tribunal fédéral ne peut pas en juger. Comme ni la clause de juridiction ni le for du séquestre ne sont de son ressort, il ne peut pas se prononcer non plus sur le rapport existant entre l'une et l'autre, ni sur la question de la substitution intervenue dans la personne du bénéficiaire de la clause.

Par ces motifs le Tribunal fédéral prononce :

Le recours en réforme est irrecevable dans la mesure où la Cour cantonale a décliné sa compétence pour con-

naître de prétentions à l'égard desquelles le for du séquestre n'existe pas.

Pour le surplus, le recours est admis, l'arrêt attaqué est annulé dans cette mesure et la cause renvoyée à la Cour cantonale pour qu'elle statue à nouveau dans le sens des motifs.

37. Urteil der II. Zivilabteilung vom 20. Oktober 1950
i. S. Huber gegen Huber und Kantonsgericht Schwyz.

Scheidungsprozess. Wenn eine Partei stirbt, bevor das die Scheidung aussprechende kantonale Urteil in Rechtskraft erwachsen ist, so kann kraft eidgenössischen Rechtssatzes die Rechtskraft nicht mehr eintreten, und das Urteil bleibt — auch ohne formelle Aufhebung durch Abschreibungsbeschluss — wirkungslos; die Ehe ist durch den Tod aufgelöst worden, nicht durch Scheidung.

Divorce. Lorsqu'une partie décède avant que le jugement cantonal soit devenu définitif et exécutoire, ce jugement ne peut plus, en vertu du droit fédéral, acquérir force de chose jugée. Il reste sans effets, sans même qu'il soit besoin de l'annuler par une décision de radiation; le mariage est dissous par la mort et non pas par le divorce.

Divorzio. Quando una parte muore prima che la sentenza cantonale sia diventata definitiva ed esecutiva, questa sentenza non può più crescere in giudicato in virtù del diritto federale. Essa resta senza effetti, senza che occorra annullarla mediante un decreto di stralcio; il matrimonio è sciolto per morte e non per divorzio.

Mit Urteil vom 26. April 1950 sprach das Kantonsgericht Schwyz die Scheidung der Ehe Huber-Waldburger auf Begehren des Mannes aus. Bevor das motivierte Urteil zugestellt war, starb am 27. Juni 1950 der Kläger, worauf die Beklagte mit Eingabe vom 14. Juli beim Kantonsgericht das Begehren stellte, die Klage sei als gegenstandslos geworden abzuschreiben. Mit Schreiben vom 21. Juli 1950 teilte ihr das Kantonsgericht mit, es könne diesem Antrag nicht Folge geben. Allerdings sei im Zeitpunkt des Todes des Klägers das Urteil des Kantonsgerichts noch nicht rechtskräftig gewesen und daher nach der Rechtsprechung des Bundesgerichts mit dem Tode die

Scheidungsklage erloschen. Es könne aber nicht Sache des Kantonsgerichts sein, einen Abschreibungsbeschluss zu fassen, nachdem es über die Berufung vor dem Ableben des Klägers entschieden habe. Das Kantonsgericht müsse es der Beklagten überlassen, zu entscheiden, wie sie das Erlöschen der Klage gerichtlich feststellen lassen wolle, falls die Gegenpartei sich der Ansicht nicht anschliessen wolle, dass der Prozess zufolge Todes des Klägers als erledigt zu betrachten sei.

Gegen diesen Bescheid richtet sich die vorliegende, als zivilrechtliche Beschwerde bezeichnete Eingabe der Beklagten vom 26. Juli 1950, mit welcher sie beantragt, das Kantonsgericht sei zu verhalten, den Scheidungsprozess als gegenstandslos geworden am Protokoll abzuschreiben, ev. die Abschreibung habe durch das Bundesgericht selbst zu geschehen. In der Begründung wird ausgeführt, die Vorinstanz habe übersehen, dass bei der zu entscheidenden Frage ausschliesslich eidgenössisches Recht zur Anwendung komme. Nach diesem könne, wenn eine Scheidungspartei vor dem Eintritt der Rechtskraft des Scheidungsurteils sterbe, dieses nicht mehr rechtskräftig werden. Mit dem Tode endige die Ehe; ein Scheidungsstreit sei nicht mehr vorhanden und der Prozess müsse abgeschrieben werden. Entgegen der Auffassung des Kantonsgerichts sei davon auszugehen, dass der Scheidungsprozess noch in Schwyz pendent gewesen sei, da das ausgefertigte Urteil beim Tode des Klägers noch nicht zugestellt gewesen sei; erst mit dessen Zustellung am 25. Juli 1950 sei das kantonale Verfahren abgeschlossen gewesen. Eine andere Instanz, welche den Prozess abschreiben könnte, sei nicht vorhanden. Der Abschreibungsbeschluss sei aber nötig als Ausweis, dass die Ehe beim Tode noch zu Recht bestanden habe.

Mit Vollmacht des Waisenamtes Lachen beantragt Rechtsanwalt Schwander sowohl für den verstorbenen Ehemann als für dessen minderjährige Kinder Nichteintreten auf die Beschwerde, ev. Abweisung derselben.